

## LES DEFIS DU RETRAIT DU ROYAUME-UNI DE L'UNION EUROPEENNE

*NDABEREYE NZITA M'MUGAMBI Paulin<sup>1</sup>, ASSANI NYANDWE<sup>2</sup>, and WANGUNDA KASOME<sup>3</sup>*

<sup>1</sup>Professeur, Université de Lubumbashi, RD Congo

<sup>2</sup>Assistant, Université de Kindu, RD Congo

<sup>3</sup>Assistant, Université Officiel de Bukavu, RD Congo

Copyright © 2020 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

**ABSTRACT:** Integration is the act of bringing elements together to form a homogenous whole. Brexit is breaking this concept of integration.

The construction of Europe, which began in the 1950s, has blotted out the seeds of warmongering nationalism in the Old Continent.

Europhobia fuelled by immigration, the political upheavals in Africa and the Middle East, the economic crisis and growing hyper-terrorism are all structural as well as cyclical factors in the implosion of the EU.

After the British vote on the "Leave", exit agreements were formalised between the EU and the United Kingdom, the act of which has geopolitical, geo-economic, geo-strategic and geocultural consequences for both the European Union and Great Britain and for Africa, as well as for US-EU relations. It should be noted that the EU will lose one of its two permanent member states in the UN Security Council.

The Brexit is an element that affirms the idea that the sovereignty and national interest of states take precedence over anything else in international life. Brexit has exposed the failure of the European integration process as a model school. In this way, it has exposed the limitations that integration organisations would suffer from leaving the phase of economic and monetary union to political union.

**KEYWORDS:** European Union, Brexit, Integration, Fragmentation, Nationalism.

**RÉSUMÉ:** L'intégration est un acte de rassembler des éléments pour former un tout homogène. Le Brexit vient battre en brèche cette conception de l'intégration.

La construction européenne, amorcée depuis les années 50, a estompé les germes bellicistes des nationalismes dans le vieux continent.

L'Europhobie nourrie par l'immigration, les bouleversements politiques en Afrique et au Moyen-Orient, la crise économique et l'hyperterrorisme croissants sont autant des facteurs tant structurels que conjoncturels de l'implosion de l'UE.

Après le vote des britanniques du "Leave", les accords de sortie ont été formalisés entre l'UE et le Royaume-Uni dont l'acte présente des conséquences géopolitiques, géoéconomiques, géostratégiques, géoculturelles tant pour l'Union Européenne et la Grande-Bretagne que pour l'Afrique, et les relations USA-UE. Notons que l'UE va perdre l'un de ses deux États membres permanents au Conseil de sécurité de l'ONU.

Le Brexit est un élément qui vient affirmer l'idée selon laquelle la souveraineté et l'intérêt national des États priment avant toute chose dans la vie internationale. Le Brexit a mis à nu l'échec du processus d'intégration européenne considérée comme un modèle d'école. Ainsi il étale les limites dont souffriraient les organisations d'intégration à quitter la phase d'une union économique-monnaire à l'Union politique.

**MOTS-CLEFS:** Union européenne, Brexit, intégration, fragmentation, nationalisme.

## **1 INTRODUCTION**

Au matin du 24 juin 2016, un immense séisme politique aux effets cataclysmiques venait de secouer le continent européen. Le monde venait d'apprendre les résultats du référendum organisé au Royaume-Uni, sous l'impulsion du premier ministre David Cameron. Le peuple britannique a été consulté pour se prononcer sur la sortie ou le maintien du Royaume-Uni dans le projet de la construction européenne. La victoire du camp de la sortie sera publiée et cette information sera diffusée en boucle par toutes les chaînes de télévision, tenant ainsi en haleine les dirigeants politiques et les observateurs. Après près d'un demi-siècle des relations tourmentées, le divorce est ainsi consommé entre les deux camps. Le Brexit<sup>1</sup> est rappelé par le premier ministre David Cameron comme un choix souverain du peuple britannique sur son avenir et il convient aux partenaires européens de le respecter.

Après 43 ans d'adhésion au sein de l'union, la Grande-Bretagne opte pour la voie de la sortie. Cela n'est pas de toute façon chose étonnante quand nous savons que cette démarche n'est pas à sa première initiative. Deux ans seulement après son adhésion soit en 1973 l'europhobie gagnait déjà le cœur des britanniques, ayant conduit à l'organisation du premier référendum bien que le « oui » l'ait emporté. La consultation populaire du 23 juin de la même année est une nouvelle affirmation de l'euroscpticisme face aux projets et à l'avenir de l'Union Européenne. Plusieurs acteurs politiques et chercheurs sont déboussolés quant à l'avenir de l'Europe, car ils voyaient en cette union un modèle réussi de l'intégration des États et qui tendait à la phase politique.

Le Brexit secoue fortement l'Union Européenne et le Royaume-Uni, et est susceptible des plusieurs répercussions à l'échelle internationale. Le choix du Brexit est un épilogue souverain qui tracte son fondement dans la peur de la politique de l'Union Européenne sur l'immigration et la libre circulation des ressortissants européens et non européens. Ce choix est aussi dicté par les exigences de la souveraineté du Royaume-Uni et par les multiples crises dont fait face le vieux continent.

La sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne étant consommée, nombreux sont ceux qui restent inquiets sur l'avenir de l'Europe après le retrait de l'un de ses États pivots, l'une des plus importantes places financières au monde et le premier partenaire diplomatique des États-Unis en Europe.

Connaissant bien l'importance du Royaume-Uni dans l'intégration européenne, l'intérêt de cette réflexion est de tenter de fournir une explication sur les défis du Brexit en relations internationales, en général et plus particulièrement pour les USA et pour l'Afrique. Mais avant de scruter les dessous de cartes, il sied d'abord de faire un survol des événements ayant caractérisé les relations communes entre le Royaume-Uni et l'Union Européenne.

## **2 L'HISTOIRE DE LA CONSTRUCTION EUROPEENNE**

La deuxième guerre mondiale a eu des conséquences désastreuses pour l'Europe. Le plan Marshall proposé par les États-Unis d'Amérique visait à soutenir l'économie des États européens ravagée par la guerre. L'aide américaine a été appuyée par l'engagement de quelques États, dont la France et l'Allemagne, à initier une coopération axée sur l'exploitation des ressources partagées dans le domaine de l'énergie. C'est alors que les bases de l'intégration européenne sont posées.

### **2.1 LE PROCESSUS DE LA CONSTRUCTION EUROPEENNE**

L'idée de bâtir une communauté regroupant tous les États européens n'a pas commencé à la période des guerres mondiales. Les penseurs du fédéralisme européen ont été les intellectuels qui ont succédé les philosophes des lumières. L'écrivain français Victor Hugo a prononcé un discours à un congrès de paix en 1949 où il rêvait d'une fédération des États de l'Europe<sup>2</sup> à l'image des États-Unis d'Amérique. Cette idée tire vraisemblablement de l'analogie géographique de leur taille

---

<sup>1</sup>Le Brexit est une abréviation de « British Exit », faisant allusion à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.

<sup>2</sup> Voici un extrait du discours de Victor Hugo où il appelle à la fédération des nations européennes : « Eh bien ! vous dites aujourd'hui, et je suis de ceux qui disent avec vous, tous, nous qui sommes ici, nous disons à la France, à l'Angleterre, à la Prusse, à l'Autriche, à la Russie, nous leur disons : un jour viendra où les armes vous tomberont des mains, à vous aussi ! Un jour viendra où la guerre paraîtra aussi absurde et sera aussi impossible entre Paris et Londres, entre Petersbourg et Berlin, entre Vienne et Turin, qu'elle serait impossible et qu'elle paraîtrait absurde aujourd'hui entre Rouen et Amiens, entre Boston et Philadelphie. Un jour viendra où la France, vous Russie, vous Italie, vous Angleterre, vous Allemagne, vous toutes, nations du continent, sans perdre vos qualités distinctes et votre glorieuse individualité, vous fondrez étroitement dans une unité supérieure, et vous constituerez la fraternité européenne, absolument comme la Normandie, la

comparable et de l'espoir que le modèle politique des États-Unis inspirait à l'époque dans une Europe divisée. Les pères fondateurs de la construction européenne tels que Jean Monnet et Robert Schuman n'ont pas hésité à s'en approprier, car le rapprochement devrait mettre un terme au conflit historique entre la France et l'Allemagne autour de l'Alsace-Lorraine. Ainsi, les premiers regroupements virent le jour et sont considérés aujourd'hui comme l'ancêtre de l'Union Européenne.

1. **L'organisation Européenne de Coopération Économique (OEEC)** : Elle est la première institution d'intégration de l'Europe. Elle fut créée en 1948 pour administrer l'aide américaine de reconstruction connue sous l'appellation de Plan Marshall. Elle s'assigne plus tard d'autres objectifs et s'élargit pour former l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) en 1961.
2. **Le Benelux** : C'est une Union douanière créée en 1948 et réunit la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg. Composée de trois États de petite taille, il vise à assurer des vastes marchés de consommation.
3. **La Communauté Économique du Charbon et de l'Acier (CECA)** : Elle fut créée en 1952 avec pour but de coordonner la production industrielle du charbon et de l'acier produits dans le bassin Rhin-Rhur, entre la France et l'Allemagne. Son mandat inclut aussi la supervision des prix, des salaires, des investissements et de la concurrence dans les secteurs de l'acier et du charbon. Cette organisation avait aussi des objectifs politiques qui tentent d'éviter la résurgence d'un conflit majeur<sup>3</sup> entre les membres.
4. **La communauté Européenne de l'énergie atomique (Euratom)** : organisation secondaire de la CECA, elle fut créée par le traité de Rome (le même traité et les mêmes États qui ont créé la CEE, voir *ultra*), pour mettre la gestion des questions nucléaires sous une autorité commune afin d'épargner l'Europe des conséquences liées au stockage et à la manipulation des ressources nucléaires et de profiter de la production du nucléaire civil.
5. **La communauté économique européenne (CEE)** : Créée en 1957 par le traité de Rome, elle poursuivait les objectifs d'établir une politique commerciale commune et une libéralisation des échanges des produits manufacturés et agricoles et instaurer un marché commun européen. Selon Jean-Paul Rodrigue, la CEE a eu des conséquences économiques importantes sur le système économique des nations européennes en ce sens qu'elle a été à la base de la création.
  - Des économies d'échelles résultant d'un marché plus vaste et de l'accès à des ressources humaines, naturelles et des capitaux plus diversifiés.
  - D'une spécialisation économique issue du principe des avantages comparatifs, augmentant la productivité à l'échelle européenne.
  - Des progrès technologiques accélérés (les nations, pouvant mettre en commun leurs ressources en matière de recherche et de développement, incitent des innovations technologiques plus variées, rapides et ce à moindre coût).
  - D'une possibilité d'avoir recours à une plus vaste source d'investissements sur plusieurs marchés financiers qui auparavant étaient moins accessibles.
  - D'un marché plus compétitif où plusieurs firmes font baisser les prix<sup>4</sup>.

---

Bretagne, la Bourgogne, la Lorraine, l'Alsace, toutes nos provinces seront fondues dans la France. Un jour viendra où il n'y aura plus d'autres champs de bataille que les marchés s'ouvrant au commerce et les esprits s'ouvrent aux idées. Un jour viendra où les boulets et les bombes seront remplacés par le vote, par le suffrage universel des peuples, par le vénérable arbitrage d'un grand sénat souverain qui sera à l'Europe ce que le parlement est à l'Angleterre, ce que la Diète est à l'Allemagne, ce que l'Assemblée législative est à la France.

Un jour viendra où l'on montrera un canon dans les musées comme on y montre aujourd'hui un instrument de torture, en s'étonnant que cela ait pu être. Un jour viendra où l'on verra ces deux groupes immenses, les États-Unis d'Amérique, les États-Unis d'Europe, placés en face l'un de l'autre, se tendant la main par-dessus les mers, échangeant leurs produits, leur commerce, leur industrie, leurs arts, leurs génies, défrichant le globe, colonisant le désert, améliorant la création sous le regard du créateur, et combinant ensemble, pour en faire le bien-être de tous, ces deux forces infinies, la fraternité des hommes et la puissance de Dieu. Discours contenu dans son livre intitulé *Les œuvres complètes, actes et paroles*, Paris, 1882.

<sup>3</sup>Entre l'Allemagne et la France autour de la possession de l'Alsace-Lorraine. A sa création, les pays membres de la CECA sont : l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays Bas.

<sup>4</sup> Jean-Paul Rodrigue, « l'intégration européenne » in *L'espace économique mondial*, chap.9, disponible sur [https://people.hofstra.edu/jean-paul\\_rodrigue/.../EEM%20Chapitre%209.pdf](https://people.hofstra.edu/jean-paul_rodrigue/.../EEM%20Chapitre%209.pdf). *Les États parties à la création de la CEE sont* l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays Bas.

6. **La Communauté européenne (CE)** : En 1967, la Communauté économique européenne devient la communauté européenne. La CE est le produit de la fusion des institutions de la CECA, de l'Euratom et de la CEE. La CE renforce les accords existants et crée un parlement européen dont les premières élections ont eu lieu en 1979. L'union douanière et le marché commun, pour les produits manufacturés, ont été établis en 1968 avec l'élimination des tarifs entre les membres. La CE a eu le mérite de mettre en place la politique agricole commune avec des objectifs d'augmenter la productivité agricole grâce à des progrès technologiques et l'efficacité des facteurs de production. D'autres objectifs ont visé à assurer un niveau de vie raisonnable pour les agriculteurs, la disponibilité des denrées agricoles et un système de prix uniformes permettant aux producteurs et aux consommateurs d'avoir une stabilité du marché agricole.
7. **L'Union Européenne (UE)** : Le traité de Maastricht est le document qui crée l'UE en 1992. Elle repose sur trois bases. La première est une extension des acquis de la Communauté Européenne en ce qui a trait aux relations économiques entre ses membres. La seconde base est relative à une politique commune en matière de sécurité et d'affaires étrangères et la troisième implique la coopération dans le domaine de la justice et des affaires internes<sup>5</sup>. L'avènement de l'UE marque un pas progressif vers l'intégration politique. Elle crée une citoyenneté européenne qui confère le droit de vivre et de travailler dans n'importe quel pays membre en plus de pouvoir participer aux élections locales et même de s'y présenter. La citoyenneté européenne se superpose aux citoyennetés nationales sans les supprimer. La réussite de l'UE est aussi remarquable avec l'harmonisation des politiques économiques et de l'union monétaire (Zone euro entrée en vigueur en 1999).

## **2.2 LES RELATIONS DE L'UNION EUROPEENNE AVEC LE ROYAUME UNI**

Au fil de l'histoire, les relations « euro-britanniques » n'ont pas toujours été étroites mais plutôt souvent antagoniques. Et pourtant, la construction européenne est d'origine britannique. Dans l'introduction de cette analyse, il a été souligné qu'un courant des écrivains, dont Victor Hugo, rêvait de voir naître une communauté réunissant les intérêts des européens. Dans le chef des politiques, Winston Churchill a été le tout premier militant de la construction européenne. En 1946, au sortir de la seconde guerre mondiale, ce vœu de W. Churchill a été renouvelé au cours d'un discours prononcé à Zurich<sup>6</sup>. En effet, pendant la guerre, le gouvernement de la France<sup>7</sup>, de la Belgique, de la Pologne et du Luxembourg se sont réfugiés en Grande Bretagne. A l'approche de la guerre froide et pour prévenir des conflits probables entre les européens et dont la Grande Bretagne porterait également le fardeau, W. Churchill a suggéré le projet d'une organisation paneuropéenne qu'il nomma les « États-Unis d'Europe ». Mais il n'intègre pas le Royaume-Uni à ce projet qui relèverait, selon lui, de la responsabilité de la France et de l'Allemagne.

A la création de la CEE, le Royaume n'a pas participé parce qu'elle n'est pas favorable à une intégration politique car celle-ci limiterait sa liberté de décision et d'actions. Ceci est une évidence car le Royaume-Uni avait des visées de libre-échange. Pour concurrencer la CEE, le Royaume-Uni initie l'Association Européenne de Libre Échange (AELE) autour du Portugal, la Suède, l'Autriche et la Suisse. Néanmoins, le dynamisme économique de l'AELE ne produit pas des résultats espérés. C'est ainsi que le Royaume-Uni cherche à se rapprocher de la CEE tout en restant préoccupée de trouver une formule qui puisse concilier l'attachement à sa souveraineté et son intérêt économique fondé sur le libre échange.

En 1961, le premier ministre britannique Harold McMillan dépose la candidature du Royaume-Uni à la CEE mais l'opposition de la France du Général C. De Gaulle se manifeste. Il y avait à cette époque beaucoup de points de friction sur le plan géostratégique entre la France et les États-Unis de sorte que Charles De Gaulle redoutait que l'adhésion du Royaume-Uni, allié incontournable des USA, ne consacre l'insertion d'un cheval de Troie dans les initiatives européennes. Finalement, Charles De Gaulle est contraint de démissionner en France. L'arrivée au pouvoir de Georges Pompidou en 1969, qui avait des relations particulières avec le premier ministre britannique Edward Heath, marque un tournant sur le rapprochement du couple euro-

---

<sup>5</sup> Ibidem.

<sup>6</sup>Lors de son discours, il a déclaré ce qui suit : « Le joug germanique et l'anéantissement de la culture européenne ayant été évités, il convient désormais de reconstituer la Famille européenne, aussi largement que possible, et de lui donner un cadre de telle manière qu'elle puisse se développer dans la paix, la sécurité et la liberté ». Discours consulté sur <http://www.touteleurope.eu/actualite/1946-2016-70-ans-d-histoire-des-relations-ue-royaume-uni-en-10-dates.html>, le 1<sup>er</sup> juillet 2016.

<sup>7</sup>C'est d'ailleurs, à partir de son exil londonien que le général Charles De Gaulle a fait l'appel à la résistance française le 18 juin 1940 où il prononça, sur les ondes de la BBC, la fameuse phrase : « la France a perdu la bataille et non la guerre. La France dispose des alliés et des territoires à partir desquels elle peut rebondir ».

britannique. Le Royaume-Uni sera finalement admis en 1973 après trois tentatives. Malgré tout, dès 1975, l'appartenance britannique à la CEE est remise en question. Un premier épisode de Brexit est organisé. Les raisons principales ci-après sont invoquées : l'aliénation de la souveraineté, la hausse des prix des aliments suite à l'adhésion à la Politique Agricole Commune et l'adoption des politiques industrielles communistes<sup>8</sup>.

En 1979, les relations deviennent de plus en plus tendues. L'appartenance britannique à la CEE engendre beaucoup de déboires économiques. La premier ministre Margaret Thatcher réclame et obtient un rabais de 28% de la participation britannique dans le budget européen. Ce bras de fer n'a cessé d'être remis sur le tapis à intervalle régulier jusqu'à aujourd'hui<sup>9</sup>.

En 1992, le Royaume-Uni ratifie le traité de Maastricht<sup>10</sup>, après avoir néanmoins obtenu une clause lui permettant de ne pas adhérer à la vision de la monnaie commune. Cet argument tient toujours à l'épineuse question de l'attachement à la souveraineté et aussi mettre à la forte parité monétaire de la Livre Sterling. Cette volonté de se tenir à l'écart a été célébrée à bien d'autres occasions. L'histoire retient qu'à plusieurs reprises le Royaume-Uni s'est opposé à la nomination des dirigeants fédéralistes à la commission européenne, ici encore pour des raisons du rejet de l'intégration politique car les fédéralistes sont mus pas la volonté de rassembler les États autour d'une organisation supranationale<sup>11</sup>.

En 1997, l'arrivée à la tête du pays du travailliste Tony Blair permet un réchauffement des relations entre Londres et Bruxelles. La politique européenne de T. Blair reste largement favorable à l'adhésion d'autres membres notamment ceux de l'Europe de l'Est qui venaient de s'affranchir du joug communiste. Tony Blair était également favorable à l'adhésion à la zone Euro sans toutefois afficher sa réelle volonté. Pour le Royaume-Uni, cet élargissement souhaité de l'UE vers les pays de l'Europe de l'Est peut être à la base de l'immigration effrénée des ressortissants de ces pays et provoquer ainsi le rétrécissement du marché intérieur de l'emploi au détriment des nationaux.

En 2010, c'est le retour des conservateurs au pouvoir avec l'élection de David Cameron. Le début de son mandat est marqué par une forte montée du fossé entre Londres et Bruxelles, symbolisée, en 2011, par le refus de David Cameron de valider la modification du traité de Lisbonne<sup>12</sup>. Défendue par la France et l'Allemagne, cette réforme vise à renforcer la discipline budgétaire en Europe. Deux ans plus tard, devant également faire face à la montée en puissance du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP), le chef de gouvernement en vient donc à promettre d'organiser un référendum sur l'appartenance de son pays à l'UE, en cas de réélection en 2015. Mais David Cameron espérait négocier des accords avec les partenaires européens pour ainsi influencer ce référendum. Ces accords sont ainsi conclus, comprenant notamment la limitation des aides sociales pour les nouveaux migrants issus de l'UE, ou encore la fin de l'obligation pour le Royaume-Uni de participer à une union toujours plus étroite.

Convoqué pour le 23 juin 2016, le référendum en faveur du Brexit connaît la victoire de « oui » avec 51,9%. Le Brexit épisode 2 consacre ainsi la sortie du Royaume-Uni de l'UE après 43ans de cohabitation difficile. Selon les humeurs des dirigeants, les exigences de la souveraineté et la pression sociale, les relations euro-britanniques connurent bien de fluctuations, alternant entente mutuelle et rapprochement, d'une part et bras de fer et crise, de l'autre part.

### 3 LES CAUSES DU BREXIT

<sup>8</sup>Agnès-Alexandre COLLIER, spécialiste de la vie politique britannique et de la politique européenne et de la politique étrangère du Royaume-Uni, auteure de l'article « euroscepticisme sous Margaret Thatcher et David Cameron : de la théorie à la pratique » ; propos recueillis par Maati BARGACH et publiés dans l'article « Royaume-Uni : le référendum de 1975 éclaire-t-il celui de 23 juin ? » sur [www.rfi.fr](http://www.rfi.fr). Consultés le 1<sup>er</sup> juillet 2016.

<sup>9</sup> Pendant la campagne en faveur du Brexit, Boris Johnson avançait le chiffre de 18milliards de Livres par an que le RU devait verser au budget européen s'il n'avait pas obtenu le rabais à l'époque de M. Thatcher. Grâce au rabais, le RU n'a payé que 13 milliards au lieu de 18milliards. Source : Delphin Simon, « le Royaume-Uni paie-t-il 350millions de Livres chaque semaine à Bruxelles ? » in <http://www.franceinter.fr> ; consulté le 06 juillet 2016.

<sup>10</sup>Qui crée l'Union européenne. Il confère à l'UE une véritable dimension politique et permet d'entériner les perspectives de l'instauration d'une monnaie commune.

<sup>11</sup> Le fédéraliste et l'ancien premier ministre belge Guy Verhostadht avait également été récusé par le Royaume-Uni pour ces raisons.

<sup>12</sup>Information disponible sur <http://www.touteurope.eu/actualite/1946-2016-70-ans-d-histoire-des-relations-ue-royaume-uni-en-10-dates.html>

La demande de retrait du Royaume-Uni de l'Union Européenne s'explique en grande partie par des causes structurelles et conjoncturelles. Elles découlent de l'UE.

### 3.1 LES CAUSES DÉCOULANT DE L'UE

Les causes du Brexit sont à la fois structurelles et conjoncturelles. Les Septante années de construction européenne n'ont pas suffi aux États d'éliminer le doute quant à l'avenir de l'union et la peur de l'autre, liée à l'égoïsme souverainiste.

#### 3.1.1 LES CAUSES STRUCTURELLES

L'Europe reflète à ces jours l'image de la guerre-froide à l'époque de la fragmentation de l'Allemagne dont le peuple de l'Est voulait immigrer vers l'Ouest où les conditions de vie étaient bien meilleures. L'Union Européenne a un double visage : l'un qui pleure et l'autre qui sourit. Cette analogie traduit bien la réalité de l'évolution de l'intégration, car l'Union Européenne regroupe à son sein des États à fortes disparités sur le plan économique, social et financier.

L'Union Européenne se trouve dans un sérieux problème de gestion des migrations intra-européennes. Il s'observe, grâce aux mécanismes de libre circulation, d'importants mouvements des personnes de l'Est vers l'Ouest. Le taux de l'immigration des ressortissants de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Roumanie vers la France était de 27,8% de la population active en 2006. Au Royaume-Uni, plus d'un million d'immigrés originaires des pays ci-haut cités ont franchi les frontières en 2015<sup>13</sup>. Le cas des migrants européens à destination de l'Allemagne, de la France, du Royaume-Uni et des pays scandinaves (pour des raisons de l'emploi, du bien-être et de meilleures performances économiques) est aussi frappant. Le fardeau de « migrants-profiteurs » porté par les pays de destination, au nom des principes du libéralisme en matière de migrations des personnes, secoue les politiques publiques par le manque d'une standardisation du marché du travail européen, auquel ont doit ajouter des différences salariales<sup>14</sup>, de ratio capital/travail et de taux de chômage au détriment des nationaux. Et de surcroit, l'Europe est incapable de mettre en place un système de libre circulation qui protège en même temps le marché de l'emploi<sup>15</sup>.

Le traité de Schengen<sup>16</sup> qui, auparavant était préoccupé de la coordination en matière de l'harmonisation de la libre circulation des personnes et la sécurité aux frontières, est devenu une source de vulnérabilité pour les États exposés à des risques sanitaires et économiques graves. En 2013, nous avons été témoins de l'expulsion de camp de Roms<sup>17</sup> dans les villes de Lille, Paris et Lyon pour des raisons susmentionnées.

La politique européenne en matière d'asile, les crises de la zone Euro, les déséquilibres entre l'apport des États et le bénéfice à tirer sont autant des causes imputables au Brexit.

Euroscepticisme, europhobie ou eurocritique ? Beaucoup de concepts foisonnent pour qualifier le sentiment d'antipathie virulente à l'égard de l'Europe, une communauté qui n'est plus à même de répondre à l'idéal d'une intégration véritable. Il s'observe un partage inique des responsabilités engendrant des inégalités et la crise économique dans la zone (le handicap Grec), provoque des mouvements sociaux intenses suite à l'austérité, et à l'insécurité de l'emploi. En outre, ce phénomène se

---

<sup>13</sup> Gerard Cornilleau, « la libre circulation des citoyens européens en question » sur [www.ofce.science-po.fr](http://www.ofce.science-po.fr)

<sup>14</sup> Le traitement salarial fait partie des raisons qui encouragent l'immigration des travailleurs de l'Europe de l'Est vers l'Ouest. Par exemple, selon les données de 2011, les coûts horaires étaient compris entre 3,5€ en Bulgarie ; 4,2€ en Roumanie ; 5,5€ en Lituanie tandis qu'en Belgique le salaire horaire est de 39,3€ ; 30,1€ en Allemagne et 34,2€ en France. Source : Gerard Cornilleau, « la libre circulation des citoyens européens en question », *Art. cit.*, sur [www.ofce.science-po.fr](http://www.ofce.science-po.fr)

<sup>15</sup> La Communauté Économique des Pays des Grands (CEPGL) avait pensé à résoudre ce problème avec les accords sur la libre circulation des personnes et des biens, signés en 1985. Ces accords prévoient la fermeture du secteur d'emploi et de la branche d'industrie aux travailleurs ressortissant de la communauté devant faire l'objet de la concurrence au détriment des nationaux. Lire à ce sujet Assani Nyandwe, *La Communauté Économique des Pays des Grands Lacs : gestion des migrations et perspectives de paix entre les pays membres*, Sarrebruck, EUE, pp. 142-143, disponible sur [www.amazon.fr](http://www.amazon.fr) ; ISBN : 978-3-639-48315-4

<sup>16</sup> Le Traité de Schengen comprend 26 pays membres dont 22 de l'Union Européenne et 4 États associés. Les 26 Pays membres sont : l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays Bas, l'Autriche, la Suède, la Finlande, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, le Danemark, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, la Pologne, la République Tchèque, la Slovaquie et le Malte. Les 4 États associés sont : l'Islande, la Norvège, la Suisse et le Liechtenstein.

<sup>17</sup> Les Roms sont des immigrés roumains sans domicile fixe qui installaient des camps de résidence dans les faubourgs des grandes villes françaises. Ce phénomène des camps de roms comportait, (couvrait) des risques écologiques graves, ce qui amena les autorités françaises au démantèlement forcé de ces camps.

renforce au sein des pays de l'Union par l'idéologie des partis politiques nationalistes anti-européens dont l'UKIP<sup>18</sup> en Grande-Bretagne, le Front National et Union Populaire Républicain en France, le Podemos en Espagne, le Syriza en Grèce, le Sinn Féin en Irlande, l'Alternative für Deutschland en Allemagne, le Congrès National de l'extrême droite en Pologne, la ligue nationale en Italie, les démocrates en Suède, les Vlaams Belang en Belgique, pour ne citer que ceux-là. Le sentiment anti-européen est nourri par l'affaiblissement croissant des États au profit de l'Union Européenne en matière de migration et de sécurité avec la faiblesse du contrôle aux frontières, et les impacts économiques sur le marché du travail. Ce sont là les éléments qui risquent de provoquer l'effondrement de l'Union Européenne par un effet de contagion.

### 3.1.2 LES CAUSES CONJONCTURELLES

Les bouleversements politiques au-delà des frontières européennes sont porteurs de germes de contamination qui affectent la communauté européenne à ces jours. Le printemps arabe et le processus de démocratisation raté en Tunisie, en Lybie et en Égypte, la fragilité des États de la zone sahélienne en Afrique, les conflits au Darfour, en Somalie et en Érythrée, la recrudescence du terrorisme de l'État islamique en Lybie et le problème afghan, les conséquences de la crise syrienne,...pèsent de façon significative sur le devenir de l'intégration Européenne.

Il ne passe aucun jour sans que les frontières autour de l'UE accueillent des nouveaux candidats à l'immigration qui sont en quête de gagner le pari de l'eldorado au risque et péril de leur vie<sup>19</sup>. L'impasse de la surveillance et de contrôle de plus 2.510.000 km<sup>2</sup> sur la mer méditerranée avait conduit en 2012 certains pays membres de l'Union Européenne à penser à un possible retrait du traité de Schengen, instaurant les frontières intérieures ou renégocie de ce traité. L'Italie avec ses îles de Sicile et de Lampedusa ainsi que la Grèce sont les portes d'entrée où les marines repêchent des centaines des migrants dans la mer. Le débordement est impressionnant dans l'accueil et l'hébergement des arrivants. Certains États comme la Hongrie et la Macédoine n'ont pas exclu l'idée d'offrir un passage facile et expulser ainsi ces migrants vers l'Europe de l'Ouest.

L'échec de la politique de relance de l'Union pour la Méditerranée afin de renforcer la coopération entre les pays de la frontière méridionale de l'Europe dans le contrôle de la migration clandestine a eu un coup d'accélérateur avec l'effondrement du régime de Mouammar Kadhafi, de Ben Ali et d'Husseïn Moubarak. L'endigement du phénomène de l'immigration clandestine nécessiterait une vaste coopération avec les États africains du Maghreb dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée. Mais hélas ! L'Europe se contente d'une gestion unilatérale par le biais de l'opération « Tirtos » lancée depuis 2014 et à travers le Frontex<sup>20</sup>.

L'instabilité politique au Moyen-Orient, la guerre civile en Syrie, des troubles au Yémen et en Irak, la guerre de talibans en Afghanistan et les campagnes militaires de Daech (État Islamique) provoquent l'afflux sur l'espace européen des milliers des réfugiés. L'approche d'accueil divise les dirigeants européens et les désarrois des entités nationales notamment sur l'origine des migrants, leur passé, leur religion et désapprouvent l'idée de système de quota. Les pays de Balkans, les îles grecques, l'Italie, l'Autriche et la Hongrie sont les portes d'entrée des migrants. Le poids financier difficile à supporter pousse ces derniers à la fermeture des frontières et/ou de proposer aux immigrés une ouverture vers l'intérieur de l'Europe notamment en Allemagne, en France, et au Royaume-Uni. Cela pose un défi sur la liberté de circulation dans l'espace Schengen, d'une part et d'autre part, à l'instauration du système de répartition des quotas des réfugiés entre les pays membres.

Les attentats de Paris en Novembre 2015 (faisant une centaine de morts), et ceux de Bruxelles en Mars 2016 ainsi que les appels multiples de Daech (ou Etat islamique) à commettre des attaques contre les pays européens, nourrissent l'idée de prendre au sérieux la question de la sécurité à l'intérieur des frontières de chaque pays. Il a été établi des possibles liens entre le conflit syrien et les attentats de Paris et de Bruxelles à double titre : d'une part, quelques délinquants français, allemands, belges,... sont allés renforcer les rangs de l'État islamique. A leur retour, ils ont déstabilisé leur propre patrie. Et d'autre part, il a été soupçonné l'infiltration des combattants de ce groupe terroriste dans la vague des réfugiés syriens. Les enquêteurs

<sup>18</sup> UKIP signifie United Kingdom Independence Party ou Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni. Ce parti europhobe a été créé en 1993 par Nigel Farage, pour revendiquer la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne.

<sup>19</sup>Selon l'OIM depuis 2014 plus de 10.000 personnes ont perdu la vie en tentant de gagner l'Europe et 1776 représente le nombre des disparus tout au long du voyage, soit une moyenne de 1500 morts par an.

<sup>20</sup> Le Frontex est l'Agence de surveillance des frontières extérieures de l'Union Européenne.

avaient retrouvé le reste du passeport d'un Syrien parmi les kamikazes des attentats terroristes autour du stade de France<sup>21</sup>. L'Allemagne qui accueille un grand nombre des réfugiés a vu la criminalité augmenter dans certaines de ses villes dont Cologne. Selon les enquêtes du quotidien britannique *Daly mail*, en Allemagne, un document secret révèle un pic de la criminalité des migrants. Depuis l'afflux des migrants en 2015 jusqu'en mars 2016, il y a eu plus de criminalité et de la charge de travail pour la police qui a dû répondre à 93 000 fois à la violence au sein des centres de réfugiés et le rapport met en garde contre un risque croissant de radicalisation parmi les réfugiés agités. Il a été également révélé que les 1,1 millions de réfugiés enregistrés en 2015, ont commis plus de 200 000 crimes, dont le deux tiers impliquent le vol, la contrefaçon et la délinquance financière<sup>22</sup>.

Le peuple britannique craint donc à son tour une telle déstabilisation parce qu'il lui a été imposé d'accueillir un quota des 120 000 réfugiés.

### **3.2 LES CAUSES DU BREXIT PAR RAPPORT AU ROYAUME-UNI**

Au Royaume-Uni, la question du gain à tirer dans l'Union Européenne avait suscité auparavant plusieurs inquiétudes tant chez les hommes politiques que chez les spécialistes de l'intégration régionale. Si les travaillistes ne sont pas europhobes, les conservateurs ne portent pas non plus l'UE dans leur cœur. Déjà à son époque, Margaret Thatcher voulait corriger une injustice : la contribution britannique au budget européen était supérieure à ce qu'elle recevait. Elle utilisait la célèbre formule « *I want my money back* » (je veux récupérer mon argent)<sup>23</sup>. Actuellement les frustrations ayant conduit au Brexit touchent les questions de souveraineté, de l'immigration, de l'économie, l'indépendance commerciale et l'envie de quitter un navire qui chavire progressivement.

Primo, le trop plein d'immigrés ressortissants européens empêche le gouvernement d'agir sur ces flux : la souveraineté est ainsi mise à mal. La montée en puissance sur la scène nationale des partis nationalistes « anti-européens » en Europe n'est pas un fait du hasard et constitue à présent un élément clé dans l'analyse de la construction de l'Europe. Plus de la moitié de l'immigration nette en Grande-Bretagne provient de l'Union Européenne, en particulier des pays de l'Est (Pologne, Roumanie, Pays Baltes...)<sup>24</sup>. Londres veut reprendre le contrôle sur ses frontières afin de sécuriser son marché de l'emploi et le secteur économique qui est mis à mal par cette migration. Toute démarche du Royaume-Uni doit converger vers les politiques communautaires européennes ; d'où la nécessité d'un retrait afin d'agir avec beaucoup plus de fermeté. Le Brexit traduit une aspiration britannique du contrôle de l'immigration notamment en ce qui concerne les ressortissants du reste du monde suite à la politique d'asile et d'accueil des réfugiés. La carte du terrorisme est mise en avant suite à la multiplication des attaques terroristes dans les villes européennes et les flux des réfugiés syriens et irakiens.

Secundo, le Brexit a été animé par la volonté de la couronne britannique à restaurer sa souveraineté nationale. Progresser dans l'union politique est un acte très dommageable à la démocratie britannique qui est perçue des britanniques comme l'ancêtre de toutes les démocraties européennes. Les britanniques trouvent mal de voir leur Parlement de Westminster perdre sa toute-puissance et devenir une chambre d'entérinement des règles dictées par les institutions européennes. La Grande-Bretagne n'a pas la même approche d'intégration au sein de l'Europe comme les autres membres qui sont pour la plupart favorables à rejoindre la zone « euro », à voir la suprématie des institutions européennes au détriment des institutions nationales dont la cour européenne de justice, le parlement européen. La ligne rouge de Londres était celle de se substituer à la vision de la politique extérieure et de défense commune qui nuirait à sa souveraineté.

Tertio, le Brexit a eu un coup d'accélérateur suite à la crise économique commencée en 2008 et qui s'exprime par le déficit de la zone euro<sup>25</sup>. C'est-à-dire, quitter un navire « Europe » qui prend l'eau est désirable. Depuis la Grèce jusqu'en Italie en

---

<sup>21</sup> Dans un article paru dans [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr), Julia Druelle et Jean-Baptiste Chastand notent qu'un kamikaze des attentats au stade de France avait emprunté la route des Balkans. Ce terroriste s'est infiltré et a fait le même parcours que près de 500 000 migrants qui ont fui le conflit syrien.

<sup>22</sup> Idem

<sup>23</sup>J., DELORS, *La Grande-Bretagne et UE : Trente ans de prises de bec*, sur [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr), consulté le 29 Juin 2016

<sup>24</sup>FLORENTIN COLLOMP, *Brexit : Cinq raisons pour lesquelles les Britanniques veulent nous quitter* sur <http://www.lefigaro.fr/international/2016/02/17/01003-20160217ARTFIG00214-brexit-cinq-raisons-pour-lesquelles-les-britanniques-veulent-nous-quitter.php>, consulté le 29 Juin 2016

<sup>25</sup> La Zone euro a été instituée par le Traité de Maastricht. Elle comprend, depuis janvier 2015, 18 sur 28 pays membres de l'Union Européenne. Le dernier à avoir rejoint la zone euro est la Lituanie qui a adopté la monnaie unique le 1<sup>er</sup> janvier 2015. Les États faisant partie de l'union monétaire sont : l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays Bas, l'Autriche, la Finlande, l'Espagne, le

passant par l'Espagne et la France, les indicateurs de croissance sont très faibles. Il y a de quoi être inquiets par les mauvaises performances économiques de la zone « euro » et du cas endémique de la Grèce qui est placée sous la surveillance de la Troïka. L'imposition des mesures d'austérité et l'adoption des politiques anticapitalistes contribuent à ancrer le sentiment anti-européen dans l'esprit du peuple britannique qui prospère bien sur le plan économique et financier plutôt que de se maintenir dans une Europe à perte de vitesse et déboussolée par manque de projet communautaire réaliste et adapté à la structure européenne et à la conjoncture internationale de l'ère.

Quarto, il faut s'affranchir des régulations de Bruxelles qui sont mal perçues par les petites et moyennes entreprises britanniques qui se plaignent de ce qu'elles qualifient d'entraves des normes et régulations, et des contraintes de la politique agricole commune imposées par Bruxelles sur leur liberté d'entreprendre. Le Brexit permettrait ainsi au Royaume-Uni d'économiser les 11 milliards de livres de sa contribution nette au budget européen<sup>26</sup>. Ce qui représente un fond capable d'appuyer les politiques agricoles, les allocations de santé ou relancer les politiques d'emploi au sein du Royaume-Uni.

Quinto, le Royaume-Uni est mu par la volonté de commercer librement avec le monde extérieur du continent notamment avec les Etats-Unis d'Amérique ainsi que les membres du Commonwealth. L'intégration dans le marché commun est un fait qui encourage et décourage à la fois les échanges économiques. Le marché commun européen limite les possibilités pour la Grande-Bretagne de se tourner vers d'autres partenaires commerciaux de choix. Si l'appartenance au premier marché mondial facilite les échanges commerciaux, les eurosceptiques estiment que Londres pourrait faire mieux hors du cadre de l'UE. Ils voudraient voir Londres reprendre son siège à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour engager (signer) ses propres partenariats avec des pays extérieurs, comme la Chine, l'Inde et les autres économies émergentes d'Asie ou d'Amérique latine, et retrouver sa place sur la scène internationale. Les britanniques mettent en avant leurs relations privilégiées avec les membres du Commonwealth pour dessiner une vision radieuse pour le commerce extérieur britannique post-Brexit<sup>27</sup>.

## 4 LES CONSEQUENCES DU BREXIT

La sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne est un acte souverain mais aussi un fait international à plusieurs variables dans la recomposition des rapports géopolitiques, géoéconomiques et géostratégiques tant pour l'Union Européenne, pour la Grande Bretagne que pour d'autres régions du monde. Le Brexit, un acte national mais à facette régionale et mondiale, a des suites incalculables. C'est pourquoi ce point se penche sur les conséquences imminentes du Brexit le Royaume-Uni, pour l'UE, les USA et l'Afrique et jete un regard

### 4.1 LE BREXIT : LES CONSÉQUENCES POUR LA COURONNE BRITANNIQUE

La crainte de fragmentation, la perte des avantages économiques et le risque de la perte du statut de langue européenne sont des conséquences auxquelles le Royaume-Uni fera face après sa sortie de l'UE.

#### 4.1.1 LE RISQUE DE FRAGMENTATION

L'adhésion ou le retrait d'un Etat dans une organisation internationale est un acte volontaire. Dans l'histoire de la construction européenne, aucun autre Etat n'a usé du droit de sortie. Les modalités de la sortie d'un membre sont consacrées à l'article 50 du Traité de Lisbonne : deux éléments majeurs doivent être remplis dont la volonté de quitter et notifier le conseil européen qui conclut un accord sur les modalités de sortie.

Le Brexit aurait des conséquences graves pour la stabilité, la puissance et l'unité du Royaume-Uni. Formé de quatre entités parmi lesquels l'Angleterre, l'Écosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord, ce royaume risque de connaître la dissidence de l'Écosse et de l'Irlande dont les populations ont voté massivement en faveur du « remain » ou le maintien. En 2014, l'Écosse a

---

Portugal, la Grèce, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Slovaquie, le Chypre et le Malte. Les critères pour adhérer à l'euro sont prévus à l'art. 140 du traité sur le fonctionnement de l'UE. Il s'agit des critères économiques qui contribuent à faire en sorte qu'un pays soit prêt à intégrer le régime monétaire de la zone euro. Il existe 4 critères de convergence économique. 1. La stabilité des prix, 2. Les finances publiques saines et viables, 3. La stabilité du taux de change, 4. Le taux d'intérêt à long terme.

<sup>26</sup>Florentin Collomp, *Art.cit*, sp

<sup>27</sup>Florentin Collomp, *Art.cit*, sp

tenu un référendum pour son indépendance vis-à-vis du Royaume-Uni, quoique celui-ci se soit soldé par la victoire du Non<sup>28</sup>. Après le 23 juin 2016, la réalité sociopolitique a considérablement changé. A présent les écossais n'encourent plus les mêmes risques avec le Brexit, car en quittant le Royaume-Uni, ils ont la possibilité d'adhérer librement au sein de l'Union Européenne. Bien plus, face à la question monétaire, l'adoption de l'Euro est une solution de rechange devant la dépréciation monétaire provisoire de la Livre Sterling depuis le vote du Brexit. En outre, l'Écosse devenant indépendante peut s'ouvrir à d'autres partenaires et ainsi attirer des nouveaux capitaux étrangers grâce aux relations avec les pays de l'Union Européenne. D'après Fiona Simpkins<sup>29</sup>, spécialiste d'études britanniques, le Royaume-Uni risque de perdre aussi l'Irlande du Nord (ce pays reste en faveur de son appartenance à l'UE), et du coup, il perdrait son rôle continental à cause de cet affaiblissement.

#### **4.1.2 LA PERTE DES AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX**

La Grande Bretagne perd un grand marché en empruntant la voie du retrait de l'intégration européenne. Le marché commun prévoit la libre circulation des marchandises, des services et autres facteurs de production et qui suppose l'élimination des droits de douane (et taxe à effet équivalent) et l'interdiction des restrictions quantitatives aux échanges. De même, les exportations agricoles et agro-alimentaires qui atteignent 24 milliards d'euro dont plus de 60% sont destinés à l'UE seront vouées à certaines taxations. Le pays sera privé également de 3,5milliards d'euros que lui rapporte annuellement sa participation à la politique agricole commune. Cela risque d'avoir un impact considérable sur la croissance économique, sur le prix des aliments et sur les entreprises. La livre Sterling a commencé à perdre de sa valeur vis-à-vis du dollar et de l'euro et le risque est de voir cette monnaie se retrouver dans la même parité que l'une de ses monnaies. Cette spéculation monétaire touche progressivement l'économie britannique et influence notamment les politiques publiques et le secteur de l'emploi. Jamie Dimon, le patron de la banque américaine JP Morgan a averti que la filiale de cette banque se trouvant sur le sol britannique pourrait supprimer 1000 à 4000 postes. D'autres banques dont Morgan Stanley a envisagé de transférer 1000 agents vers l'UE tandis que Goldman Sax devrait en transférer au moins 1600<sup>30</sup>, c'est-à-dire une possible relocalisation des entreprises implantées dans le Royaume-Uni vers d'autres membres de l'UE.

L'affaiblissement de la Livre Sterling face au dollar a aussi un impact sur certaines matières cotées à la bourse de Londres, car les cours de ces matières premières sont corrélés au cours du dollar. La hausse du dollar risque de renchérir le coût des matières pour les acheteurs utilisant la Livre Sterling.

Pour Myrtille Delamarche<sup>31</sup>, le pétrole et certains métaux industriels vont suivre dans les jours à venir une tendance baissière. Le pétrole subit des turbulences liées à la variation des changes. Le cuivre, le zinc, l'aluminium, le plomb, le nickel et l'étain sont aussi corrélés à l'évolution du cours du dollar et sont orientés à la baisse, avec un gain non-significatif pour les acheteurs en Livre Sterling. Quant au cacao, coté dans des volumes équivalents à la bourse de Londres en livres et à la bourse de New York en dollars, il devrait aussi être chahuté, prenant des directions inverses et provoquant des arbitrages entre les deux villes.

#### **4.1.3 CONSÉQUENCES SOCIOCULTURELLES : ET LE SORT DE LA LANGUE ANGLAISE ?**

L'Anglais est l'une des langues de travail des institutions européennes. Après le Brexit, cette langue risque de ne plus bénéficier de ce statut et son sort en tant que langue diplomatique et commerciale le sera autant, au profit d'autres langues comme le français et l'allemand. Dans la communication entre fonctionnaires et citoyens européens, l'anglais risque de perdre ainsi sa place.

Par ailleurs, le Brexit s'annonce encore comme un casse-tête pour les 1,3 millions d'expatriés britanniques vivant dans d'autres pays européens. Ces derniers doivent désormais craindre pour les allocations sociales qu'ils bénéficient dans les pays

---

<sup>28</sup> Les raisons ci-après ont joué en faveur de ce résultat au référendum: l'exclusion de l'Écosse au sein de l'Union Européenne, la possible adoption de l'Euro et crainte de fuite des capitaux vers le Royaume-Uni.

<sup>29</sup> Fiona Simpkins, « L'Écosse après le Brexit: l'implosion du Royaume-Uni est un scénario vraisemblable » in <http://m.leplus.nouvelobs.com/contribution/1534366-l-ecosse-apres-le-brexit-l-implosion-du-royaume-uni-est-un-scenario-vraisemblable.html#>

<sup>30</sup> Sined Cruise, Andrew Mc Askill et Lawrence White, "Après le vote pour le Brexit, passeport pour l'inconnu à la City » sur [www.challenges.fr](http://www.challenges.fr)

<sup>31</sup> Informations disponibles sur <http://www.usinenouvelle.com/article/onze-matieres-premieres-a-surveiller-suite-au-brexit.N399062>

de résidence et pour voyager, il ne suffira plus de disposer de la pièce d'identité comme document migratoire, à moins que les deux parties ne signent d'autres accords de libre circulation.

Sur le plan de l'éducation et de la recherche, les avantages dont bénéficient les étudiants britanniques dans le cadre du programme de bourse « Erasmus » seront supprimés.

## 4.2 LES CONSÉQUENCES POUR L'UNION EUROPÉENNE

Le Brexit a écorné l'image de l'Union Européenne présentée comme le modèle d'excellence de la réussite des processus d'intégration et de l'unité. Le débat est relancé sur l'avenir de l'Union européenne en qualité d'acteur supranational et prouve suffisamment que l'intégration politique est utopiste. Avec la montée en puissance des partis politiques anti-européens, il est désormais à craindre un effet de contagion et la sortie de l'UE d'autres États. En France, le parti de l'extrême droite réclame aussi un référendum sous le modèle britannique. Au Pays-Bas et à la Pologne, aussi !

Le Brexit vient changer la configuration du paysage géopolitique de l'Union européenne en lui attribuant de nouvelles frontières. Au moment où l'Europe doit faire face aux nouveaux défis avec le retour musclé de la Russie sur la scène internationale, l'Europe perd un allié stratégique de taille dans le cadre de ses affaires étrangères. Il est aussi à craindre une possible récupération du Brexit par la Russie pour ses desseins géopolitiques. En effet, la Russie envisage la création d'une zone de libre-échange dénommée « l'Union eurasiatique » et dont elle n'exclut pas d'intégrer les anciennes républiques soviétiques, ayant adhéré à l'Union Européenne à la fin de la guerre froide. Si ce projet se concrétise il portera un coup dur à l'UE. En outre, le Brexit risque de réduire le rôle international de l'UE dans les relations internationales étant donné que l'Allemagne, la locomotive de l'UE n'exerce pas le droit de veto au conseil de sécurité des Nations Unies. Le Royaume-Uni était, sans doute, la nation phare du déploiement de l'Europe hors de ses frontières (cas de la guerre en Irak ou en Lybie). Aussi, l'impact économique du Brexit est impressionnant. L'UE vient de se passer d'un grand marché.

En effet, le départ du Royaume-Uni n'engendre pas seulement les conséquences négatives mais également des perspectives positives. Cette sortie permettra dans une certaine mesure d'accentuer le caractère fédéral de la zone Euro et d'aller vers une union politique.

Toutefois, pour que la consolidation de la zone euro, l'accélération de la marche vers l'union politique, la stabilisation de l'intégration soient de mise, l'Union Européenne devrait désormais lever des options permettant :

- De mettre d'accord tous les Etats de l'Union Européenne sur une gestion concertée du phénomène migratoire ;
- De réduire des déséquilibres entre Etats ;
- D'établir une politique industrielle active garantissant une transition écologique ;
- D'harmoniser une politique fiscale mettant fin à l'évasion fiscale des riches et des firmes multinationales ;
- De faciliter une démocratisation des institutions nationales et européennes redonnant le pouvoir aux peuples au détriment des technocrates européens.

## 4.3 CONSÉQUENCES POUR LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET L'AFRIQUE

### 4.3.1 POUR LES ÉTATS-UNIS

Les États-Unis d'Amérique ont suivi avec intérêt l'évolution de la vie politique en Europe. En son temps, le président Barack Obama s'est prononcé ouvertement contre le Brexit. Aujourd'hui, Donald Trump est favorable à la sortie et envisage un grand partenariat économique avec le Royaume-Uni après sa sortie. Les américains considèrent l'UE comme leur créature. De ce point de vue, l'Europe est avant tout un immense marché pour leur commerce. Nous devons noter que le Royaume-Uni était la porte d'entrée des marchandises en provenance des Etats-Unis vers le marché européen. Maintenant que la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne est effective, par quelle porte passeront-elle ?

A l'instar du Royaume-Uni, les USA sont aussi opposés à l'idée de voir l'UE devenir un acteur supranational ; ce dernier serait un rival potentiel pour l'influence mondiale américaine et bouleverserait les rapports de force au sein de l'OTAN. De ce fait, le maintien du Royaume dans l'UE est un moyen de bloquer l'intégration politique européenne<sup>32</sup>.

Pour Stefan Wermuth<sup>33</sup>, la place de la Grande-Bretagne est donc absolument centrale pour la politique des États-Unis. Elle joue le rôle d'une ancre pour la politique des États-Unis dans l'Union européenne. C'est une des garanties que l'Union Européenne ne s'opposera jamais aux États-Unis. Tant que la Grande-Bretagne est membre de l'UE, les responsables des États-Unis savent pertinemment que le marché de l'UE leur sera grandement ouvert. Ils savent aussi qu'ils peuvent compter, avec la Grande-Bretagne, sur un important relais pour leurs visées politiques, comme au sujet de l'Irak en 2003, où Tony Blair a repris les mensonges de l'administration de Georges W. Bush autour des armes de destruction massive ou que ce soit des positions américaines sur la Lybie, la Syrie et l'Ukraine.

#### **4.3.2 CONSÉQUENCES POUR L'AFRIQUE**

Le Brexit aura des conséquences pour l'Afrique. Certains pays pourront se retrouver en difficulté de commercer directement avec l'Europe étant donné que la Grande Bretagne était la porte d'entrée des marchandises de ces pays exportées vers l'Europe. Nombre d'accords commerciaux entre le Royaume-Uni et des pays africains devront probablement être renégociés puisqu'ils ont été conclus via l'UE. Les principaux pays affectés seront l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Botswana, l'Angola, le Kenya, le Ghana et le Sénégal<sup>34</sup>, avec lesquels, selon Barclays, 80% des exportations britanniques en Afrique subsaharienne se font.

La RDC, pays dépendant énormément de l'aide au développement, en ressentira également le coup. Le 11<sup>e</sup> FED<sup>35</sup> (Fond européen de développement), évalué à 620 millions, sera amputé de la contribution financière du Royaume-Uni fixée à 13%. Ce fond finance, à la période allant de 2014 à 2020, une litane de programmes du gouvernement congolais dans plusieurs secteurs dont la défense et sécurité, justice et bonne gouvernance, santé et infrastructures,...

## **5 CONCLUSION**

Le Brexit est un événement qui vient affirmer l'idée selon laquelle la souveraineté nationale et l'intérêt national des États priment avant toute autre chose. Personne ne l'aurait pu imaginer que le retrait d'un État au sein d'un regroupement régional aussi avancé en matière d'intégration des États telle que l'Europe était possible. Il a fallu attendre le 23 juin 2016, pour que l'impensable devienne une réalité. Le vote des britanniques sur leur maintien « Remain » ou non « Leave », de l'Union Européenne est un acte relevant de la souveraineté mais il est aussi un fait de relations internationales à impact géopolitique, géoéconomique et géostratégique.

Comment le retrait d'un pays au sein d'une organisation intergouvernementale peut-il provoquer un séisme mondial allant de Londres à Kinshasa en passant par toutes les villes du monde dont Washington, Bruxelles, Paris, Tokyo et Pékin ? Cela démontre que le Brexit vient mettre à nu les limites d'une organisation d'intégration qui a été présentée jusqu'à ce jour comme un modèle. Comment pourrait-on encore chercher des référents auprès de ce modèle si on reconnaît aujourd'hui ses faiblesses ?

Par ailleurs, le Brexit a levé la voile de l'échec du processus d'intégration face à une Europe asphyxiée par des frustrations internes et étale les limites dont souffriraient les organisations d'intégration à quitter la phase de l'union économique et monétaire à l'union politique. Ici, on serait conduit à affirmer que nous avons assisté à « la désintégration de l'intégration ». Cet échec d'un modèle de l'intégration intervient au moment où l'Europe doit plutôt être solidaire afin de s'attaquer aux multiples défis liés au retour spectaculaire de la Russie de plus en plus agressive, et joindre sa voix et sa force dans la quête

---

<sup>32</sup> Le Royaume-Uni bloquait l'intégration politique européenne par son opposition à la nomination des dirigeants fédéralistes à la commission européenne.

<sup>33</sup> Stefan Wermuth, « Barack Obama, le Brexit et l'influence des États-Unis sur l'Union Européenne » sur [www.sputniknews.com](http://www.sputniknews.com), consulté le 02 juillet 2016.

<sup>34</sup> [www.jeuneafrique.com](http://www.jeuneafrique.com)

<sup>35</sup> Commission européenne, 11<sup>e</sup> FED. *Le plan indicatif national en République Démocratique du Congo*, 2014

des solutions aux problèmes planétaires de réchauffement climatique, des questions migratoires, de la montée en puissance de l'hyperterrorisme, etc.

Le Brexit est un grand défi pour l'Europe. Il nous inspire la reconfiguration des rapports des forces en Europe et la décomposition des alliances et appelle à repenser un nouveau modèle d'intégration pour tenir compte des enjeux politiques. La nouvelle Europe doit être bâtie en prenant en charge les revendications identitaires et souverainistes au sein des pays membres.

Est-ce à dire que l'Europe ne peut mieux faire autre que l'union économique ? Le débat est ouvert.

## REFERENCES

- [1] Assani Nyandwe, *La Communauté Économique des Pays des Grands Lacs : gestion des Migrations et perspectives de paix entre pays membres*, Sarrebruck, EUE, 2016.
- [2] Bertrand Badie (S/dir), *Qui a peur du 21<sup>e</sup> siècle ? le nouveau système international*, Paris, La découverte, 2005
- [3] Commission européenne, *11<sup>e</sup> Fonds Européen de Développement. Le plan indicatif national en République Démocratique du Congo*, 2014.
- [4] Delphin Simon, « Le Royaume-Uni paie-t-il 350 millions de Livres chaque semaine à Bruxelles ? ». <http://www.franceinter.fr>
- [5] Fiona Simpkins, « L'Écosse après le Brexit : l'implosion du Royaume-Uni est un scénario vraisemblable ». <http://m.leplus.nouvelobs.com/contribution/1534366-l-ecosse-apres-le-brexit-l-implosion-du-royaume-uni-est-un-scenario-vraisemblable.html#>
- [6] Florentin Collomp, « Brexit : Cinq raisons pour lesquelles les Britanniques veulent nous quitter ». <http://www.lefigaro.fr/international/2016/02/17/01003-20160217ARTFIG00214-brexit-cinq-raisons-pour-lesquelles-les-britanniques-veulent-nous-quitter.php>,
- [7] Gérard Cornilleau, « La libre circulation des citoyens européens en question ». <http://www.ofce.science-po.fr>
- [8] J., Delors, « La Grande-Bretagne et UE : Trente ans de prises de bec ». <http://www.lemonde.fr>,
- [9] Jean-Paul Rodrigue, « L'intégration européenne », in *L'espace économique mondial*, chap.9. [https://people.hofstra.edu/jean-paul\\_rodrigue/.../EEM%20Chapitre%209.pdf](https://people.hofstra.edu/jean-paul_rodrigue/.../EEM%20Chapitre%209.pdf).
- [10] Maati Bargach « Royaume-Uni : le référendum de 1975 éclaire-t-il celui de 23 juin ? ». <http://www.rfi.fr>.
- [11] Philipp De Schouteete, *La coopération politique européenne*, Bruxelles, Ed. Labor, 1980
- [12] Schraepfer, *Organisations internationales et européenne*, Paris, Economica.
- [13] Stefan Wermuth, « Barack Obama, le Brexit et l'influence des États-Unis sur l'Union Européenne ». <http://www.sputniknews.com>.